

**Annexe à l'arrêté royal approuvant une modification aux statuts de SNCB, société anonyme de droit public**

Modifications aux statuts de la SNCB S.A. de droit public.

...

**Statuts coordonnés de la Société Nationale des Chemins de fer belges (SNCB) suite aux modifications approuvées par l'Assemblée générale extraordinaire du 30 mai 2014**

**TITRE I<sup>er</sup>. — Forme, dénomination, siège social, objet**

**Forme juridique - Dénomination**

Article 1<sup>er</sup>. La Société nationale des Chemins de fer belges, en abrégé « SNCB », dont il est question à l'article 2, premier alinéa, de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges, créée par l'arrêté royal du 7 août 1926 et dont la dénomination a été modifiée la dernière fois suite à l'arrêté royal du 11 décembre 2013, est une société anonyme de droit public au sens des dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

La Société est une société anonyme faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

**Objet social**

Art. 2. La société a pour objet :

1° le transport de voyageurs, en ce compris l'accueil et l'information de sa clientèle, et de marchandises par chemin de fer ;

2° le transport de marchandises en général et les services de logistique prévus à cet effet ;

3° l'acquisition, la maintenance, la gestion et le financement de matériel roulant ferroviaire ;

4° la sécurité et le gardiennage dans le domaine ferroviaire ;

5° l'acquisition, la conception, la construction, le renouvellement, l'entretien et la gestion des gares ferroviaires, des points d'arrêts non gardés et de leurs dépendances ainsi que de leurs abords, en ce compris la conception, le développement, la modernisation et la valorisation des centres urbains ;

6° le développement d'activités commerciales ou autres, destinées à favoriser directement ou indirectement ses services ou à optimiser l'utilisation de ses biens.

La société peut, par elle-même ou par voie de participation à des organismes et personnes morales existants ou à créer, belges, étrangers ou internationaux, faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet ou qui seraient susceptibles d'en faciliter ou d'en favoriser la réalisation ou le développement, y compris la constitution de sûretés pour dettes de sociétés liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation.

Sont notamment considérées comme susceptibles de favoriser la réalisation ou le développement de l'objet, la fabrication et la vente de biens ou services ayant trait directement ou indirectement à l'activité ferroviaire.

La société peut en outre agir comme administrateur, porteur d'une procuration, mandataire ou liquidateur dans d'autres sociétés ou entreprises.

**Siège social**

Art. 3. Le siège de la Société est établi dans la Région de Bruxelles-Capitale, au lieu fixé par le conseil d'administration; la décision du Conseil est publiée, dans les trente jours, aux annexes du *Moniteur belge*.

Le conseil d'administration peut établir des bureaux ou des sièges auxiliaires dans toute autre localité belge, de même que des agences à l'étranger.

**Bijlage bij het koninklijk besluit tot goedkeuring van een wijziging aan de statuten van NMBS, naamloze vennootschap van publiek recht**

Wijzigingen aan de statuten van NMBS, N.V. van publiek recht.

...

**Gecoördineerde statuten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (NMBS) ten gevolg de wijzigingen besloten door de Buitengewone Algemene Vergadering van 30 mei 2014**

**TITEL I. — Rechtsvorm, naam, zetel, doel**

**Rechtsvorm - Naam**

Artikel 1. De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, afgekort "NMBS", waarvan sprake in artikel 2, eerste lid, van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen, opgericht bij koninklijk besluit van 7 augustus 1926 en waarvan de naam laatst werd gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 december 2013, is een naamloze vennootschap van publiek recht in de zin van de bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

De Maatschappij is een naamloze vennootschap die een publiek beroep doet of gedaan heeft op het spaarwezen.

**Maatschappelijk doel**

Art. 2. De vennootschap heeft tot doel:

1° het vervoer per spoor van reizigers en goederen, met inbegrip van het onthaal van en de informatie aan haar klanten;

2° het vervoer van goederen in het algemeen en de logistieke diensten die daarmee verband houden;

3° de verwerving, het onderhoud, het beheer en de financiering van rollend spoorwagematerieel;

4° de veiligheid en de bewaking op het gebied van de spoorwegen;

5° het verwerven, het ontwerpen, de bouw, de vernieuwing, het onderhoud en het beheer van de spoorwegstations, de onbemande stopplaatsen en hun aanhorigheden alsook hun directe omgeving, met inbegrip van het ontwerp, de ontwikkeling, de modernisering en de valorisatie van de stedelijke centra;

6° de ontwikkeling van commerciële of andere activiteiten die bestemd zijn om rechtstreeks of indirect haar diensten te bevorderen of het gebruik van haar goederen te optimaliseren.

De vennootschap kan, zelf of via deelneming in bestaande of op te richten Belgische, buitenlandse of internationale instellingen en rechtspersonen, alle commerciële, industriële of financiële verrichtingen doen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of ten dele, verband houden met haar doel of de verwezenlijking of ontwikkeling ervan kunnen vergemakkelijken of bevorderen, met inbegrip van het stellen van zekerheden voor schulden van verbonden vennootschappen of vennootschappen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat.

De fabricage en de verkoop van goederen of diensten die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de spoorwegactiviteit, worden inzonderheid geacht de verwezenlijking of ontwikkeling van het doel te kunnen bevorderen.

De vennootschap kan eveneens optreden als bestuurder, volmacht-drager, mandataris of vereffenaar in andere vennootschappen of ondernemingen."

**Maatschappelijke zetel**

Art. 3. De zetel van de Maatschappij is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gevestigd op de plaats die door de raad van bestuur wordt bepaald; de beslissing van de Raad wordt binnen dertig dagen in de bijlagen bij het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De raad van bestuur kan hulpbureaus of zetels overal elders in België, alsook agentschappen in het buitenland vestigen.

**TITRE II. — Capital social, apports, actions****Capital Social**

Art. 4. Le capital social est fixé à 249 022 345,57 EUR.

Le capital social est composé de :

1° 333.754.509 actions ordinaires d'une valeur nominale de 2,47893525 euros chacune;

2° 719.856.742 actions ordinaires d'une valeur nominale de 3,09866906 euros chacune.

Les 20.000.000 actions privilégiées d'une valeur nominale de 12,39467624 euros chacune, émises avant l'entrée en vigueur de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ont été remboursées par l'Etat et remplacées par 20.000.000 actions de jouissance conformément à l'article 9 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges.

**Forme des actions**

Art. 5. Les actions ordinaires sont nominatives et ne peuvent pas être converties en titres dématérialisés.

Art. 6. Le certificat d'inscription nominative est signé par deux administrateurs. Les deux signatures peuvent être apposées au moyen d'une griffe. Elles peuvent être réunies en titres de plusieurs unités. Elles peuvent également être divisées en cinq parts égales.

Art. 7. Les actions de jouissance mentionnées à l'article 4, deuxième alinéa :

1° sont nominatives;

2° peuvent être divisées en cinq parts égales, donnant chacune droit à un cinquième des droits attachés à l'action;

3° donnent droit aux droits attachés à ces actions conformément à l'article 9 de la loi du 23 juillet 1926 relative à la SNCB et au personnel des Chemins de fer belges ;

4° sont inscrites dans un registre pouvant être tenu sous forme électronique; le conseil d'administration peut désigner un tiers pour constituer ou tenir ce registre électronique.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action de jouissance. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard le propriétaire de l'action.

Toutefois, cinq certificats équivalent chacun à un cinquième d'action de jouissance donnernt à leur porteur les mêmes droits qu'une action de jouissance

7.2. Les actions de jouissance nominatives sont inscrites dans un registre pouvant être tenu sous la forme électronique. Le conseil d'Administration peut désigner un tiers pour constituer ou tenir ce registre électronique.

**Titre III. — Gestion, représentation, comités**

Art. 8. La Société est gérée par les organes visés dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Conseil d'administration****Composition**

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration est composé de maximum quatorze membres, en ce compris l'administrateur délégué. Le nombre d'administrateurs est déterminé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Un tiers de ses membres au minimum doivent être de l'autre sexe.

Le conseil d'administration compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise, éventuellement à l'exception du président du conseil d'administration.

§ 2. Le Roi nomme les administrateurs, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Les administrateurs sont choisis en fonction de la complémentarité de leurs compétences telle que l'analyse financière et comptable, les aspects juridiques, la connaissance du secteur du transport, l'expertise en matière de mobilité, la stratégie du personnel et les relations sociales.

Les administrateurs ne peuvent être révoqués que par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

**TITEL II. — Maatschappelijk kapitaal, inbreng, aandelen****Maatschappelijk kapitaal**

Art. 4. Het maatschappelijke kapitaal bedraagt 249 022 345,57 EUR.

Het maatschappelijk kapitaal is samengesteld uit :

1° 333.754.509 aandelen met elk een nominale waarde van 2,47893525 euro;

2° 719.856.742 aandelen met elk een nominale waarde van 3,09866906 euro.

De 20.000.000 preferente aandelen met een nominale waarde van 12,39467624 euro elk die vóór de inwerkingtreding van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven door de Vennootschap werden uitgegeven, werden overeenkomstig artikel 9 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen door de Staat terugbetaald en vervangen door 20.000.000 bewijzen van deelgerechtigdheid.

**Aard van de aandelen**

Art. 5. De aandelen zijn op naam en mogen niet in gedematerialiseerde aandelen omgezet worden.

Art. 6. Het getuigschrift van inschrijving op naam wordt door twee bestuurders ondertekend. De twee handtekeningen mogen door middel van een naamstempel worden aangebracht. Zij mogen in effecten van verschillende eenheden verenigd worden. Zij kunnen eveneens in vijf gelijke delen opgesplitst worden.

Art. 7. De bewijzen van deelgerechtigdheid bedoeld in artikel 4, tweede lid :

1° zijn op naam;

2° kunnen verdeeld worden in vijf gelijke delen die elk recht geven op één vijfde van de aan deze bewijzen verbonden rechten;

3° geven recht op de overeenkomstig artikel 9 van de wet van 23 juli 1926 betreffende de NMBS en het personeel van de Belgische Spoorwegen aan deze bewijzen verbonden rechten;

4° worden ingeschreven in een register dat elektronisch kan worden bijgehouden; de raad van bestuur kan een derde aanduiden om dit register in elektronische vorm aan te leggen of bij te houden.

De Maatschappij erkent slechts één enkele eigenaar per bewijs van deelgerechtigdheid. Indien er voor een bewijs verschillende eigenaars zijn, heeft de Maatschappij het recht de uitoefening van de daaraan verbonden rechten te schorsen totdat één enkele persoon is aangeduid als zijnde te haren opzichte de eigenaar van het aandeel.

Vijf getuigschriften ten bedrage van één vijfde van een bewijs van deelgerechtigdheid geven echter aan de eigenaar ervan dezelfde rechten als één bewijs van deelgerechtigdheid

7.2 De bewijzen van deelgerechtigdheid die op naam zijn worden ingeschreven in een register dat elektronisch kan worden bijgehouden. De raad van bestuur kan een derde aanduiden om dit register in elektronische vorm aan te leggen of bij te houden.

**TITEL III. — Bestuur, vertegenwoordiging, comités**

Art. 8. De Maatschappij wordt bestuurd door de organen bedoeld in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven.

**HOODFSTUK 1. — Raad van bestuur****Samenstelling**

Art. 9. § 1. De raad van bestuur is samengesteld uit maximum veertien leden, met inbegrip van de gedelegeerd bestuurder. Het aantal bestuurders wordt bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Ten minste één derde van zijn leden moeten van het andere geslacht zijn.

De raad van bestuur telt evenveel Nederlands- als Franstaligen, de voorzitter van de raad van bestuur eventueel uitgezonderd.

§ 2. De Koning benoemt de bestuurders, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

De bestuurders worden gekozen overeenkomstig de complementariteit van hun competentie inzake financiële en boekhoudkundige analyse, juridische aspecten, hun kennis van de vervoersector, hun deskundigheid inzake mobiliteit, personeelsstrategie en sociale relaties.

De bestuurders kunnen slechts door de Koning worden ontslagen, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 3. Les administrateurs sont nommés pour un terme renouvelable de six ans.

§ 4. En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à ce qu'une nomination définitive intervienne conformément à la présente disposition.

§ 5. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le président du conseil d'administration parmi les administrateurs. Le président du conseil d'administration appartient à un autre rôle linguistique que l'administrateur délégué.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président est prépondérante.

Le président peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la SNCB en ce compris les informations et documents dont dispose la SNCB en sa qualité d'actionnaire. Il peut requérir des membres du comité de direction, des agents et des préposés de la SNCB toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat. Il peut se faire assister par un expert, aux frais de la Société.

§ 6. Dans le cadre de l'exercice de leur mandat et au regard des intérêts de la société, les membres des organes de la SNCB. sont tenus à un devoir de discrétion.

### Fonctionnement

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Le conseil se réunit aussi souvent que l'exige l'intérêt de la Société et, au moins, quatre fois par an.

Il est convoqué par son président qui arrête l'ordre du jour.

La convocation de chaque réunion est adressée aux administrateurs au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion.

Le conseil doit être convoqué sur la demande de l'administrateur délégué ou de cinq administrateurs.

§ 2. Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité au moins de ses membres sont présents ou représentés

Si le conseil ne se trouve pas en nombre, une seconde réunion, tenue au plus tard dans la quinzaine, avec le même ordre du jour que la première, pourra valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner à un autre administrateur, par écrit ou tout autre moyen de communication ayant un support matériel, procuration pour le représenter à une réunion déterminée du conseil ou pour certains points déterminés d'une réunion et voter en ses lieu et place, le cas échéant selon les instructions données.

§ 3. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

§ 4. Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social et sauf dans les cas exclus par la loi, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit.

§ 5. Les procès-verbaux des réunions du conseil sont signés par celui qui les a présidées et les administrateurs qui en font la demande.

§ 6. Le conseil d'administration dresse un règlement d'ordre intérieur qui explicite le cadre régissant son fonctionnement.

### Pouvoirs

Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société.

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le comité de direction. Le comité de direction fait régulièrement rapport au conseil.

Le conseil, ou son président, sans préjudice des pouvoirs lui conférés par l'article 162bis, § 5, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de l'entreprise ou sur certaines d'entre elles.

§ 3. De bestuurders worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

§ 4. Wanneer een plaats van bestuurder openvalt, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien tot er een definitieve benoeming gebeurt overeenkomstig deze bepaling.

§ 5. Bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad benoemt de Koning de voorzitter van de raad van bestuur onder de bestuurders. De voorzitter van de raad van bestuur behoort tot een andere taalrol dan de gedelegeerd bestuurder.

Bij staking van stemmen in de raad van bestuur is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter kan te allen tijde ter plaatse de boeken, brieven, notulen inkijken en, in het algemeen, alle documenten en geschriften van de NMBS., met inbegrip van de gegevens en de documenten waarover de NMBS beschikt in de hoedanigheid van aandeelhouder. Hij kan van de leden van het directiecomité, van de gemachtigden en de personeelsleden van de NMBS alle ophelderingen of inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat. Hij kan zich laten bijstaan door een deskundige, op kosten van de vennootschap.

§ 6. Bij de uitoefening van hun mandaat en in het licht van de belangen van het bedrijf zijn de leden van de organen van de NMBS gehouden aan de discretieplicht.

### Werking

Art. 10. § 1. De raad vergadert zo dikwijls als het belang van de Maatschappij het vereist en ten minste viermaal per jaar.

Hij wordt bijeengeroepen door zijn voorzitter die de agenda opstelt.

De oproepingsbrief van iedere vergadering wordt ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering naar de bestuurders gestuurd.

De raad moet worden bijeengeroepen op verzoek van de gedelegeerd bestuurder of van vijf bestuurders.

§ 2. De raad kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de meerderheid van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Indien geen voldoende aantal leden op de raadszitting aanwezig is, kan een tweede, uiterlijk binnen veertien dagen gehouden vergadering, met dezelfde agenda als de eerste, geldige besluiten nemen, welk ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden zij.

Iedere bestuurder kan aan een andere bestuurder, schriftelijk of via elk ander middel van communicatie waarvan een materieel spoor blijft, volmacht verlenen om hem te vertegenwoordigen op een bepaalde vergadering van de raad of voor welbepaalde punten van een vergadering en in zijn plaats stemmen, desgevallend volgens de gegeven instructies.

§ 3. De besluiten van de raad worden bij meerderheid van stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden genomen.

Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

§ 4. In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, en behalve in de door de wet uitgesloten gevallen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders.

§ 5. De notulen van de vergaderingen van de raad worden ondertekend door degene die ze heeft voorgezeten en door de bestuurders die hierom verzoeken.

§ 6. De raad van bestuur stelt een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt.

### Bevoegdheden

Art. 11. § 1. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel van de Maatschappij.

De raad van bestuur houdt toezicht op het beleid van het directiecomité. Het directiecomité doet op geregelde tijdstippen verslag aan de raad.

De raad, of zijn voorzitter, onverminderd de bevoegdheden van laatstgenoemde, hem toegekend krachtens artikel 162bis, § 5, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, kan op elk ogenblik van het directiecomité een verslag vragen betreffende de activiteiten van het bedrijf of sommige ervan.

§ 2. Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction en tout ou en partie les compétences visées au § 1<sup>er</sup>, à l'exception de :

1° l'approbation du contrat de gestion, de même que toute modification de celui-ci;

2° l'élaboration du plan d'entreprise et la définition de la politique générale;

3° le contrôle du comité de direction, notamment en ce qui concerne l'exécution du contrat de gestion;

4° les autres compétences qui sont réservées au conseil d'administration par les titres I<sup>er</sup> et V de la loi du 21 mars 1991 et par le Code des sociétés.

Art. 12. Les marchés de travaux, de fournitures et de services sont passés par ou en vertu d'une décision du conseil d'administration de l'entreprise publique. Le conseil d'administration détermine les marchés pour lesquels le comité de direction est seul compétent et les marchés pour lesquels le comité peut déléguer la décision.

## CHAPITRE 2. — Comité de direction

### Composition

Art. 13. § 1<sup>er</sup>. Le comité de direction de la SNCB se compose de l'administrateur délégué et des membres du comité de direction. Le nombre de membres du comité de direction est déterminé par le conseil d'administration. Ce nombre ne peut dépasser la moitié du nombre de membres du conseil d'administration. Le comité de direction est présidé par l'administrateur délégué.

Le comité de direction compte autant de membre d'expression française que d'expression néerlandaise, éventuellement à l'exception de l'administrateur délégué.

L'administrateur délégué de la SNCB appartient à un rôle linguistique différent de celui de l'administrateur délégué d'Infrabel.

§ 2. L'administrateur délégué est nommé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, pour un terme renouvelable de six ans. Il est révoqué par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 3. Le conseil d'administration nomme les membres du comité de direction, sur proposition de l'administrateur délégué et après avoir pris l'avis du comité de nomination et de rémunération. Ils sont révoqués par le conseil d'administration. Ils ne peuvent avoir la qualité d'administrateur de la SNCB.

Tous les membres du comité de direction remplissent au sein de la SNCB, ou pour la représentation de celle-ci, des fonctions de plein exercice.

§ 4. A l'exception de l'administrateur délégué, les membres du comité de direction perdent de plein droit leur mandat à l'âge de soixante-cinq ans.

### Fonctionnement

Art. 14. § 1<sup>er</sup>. Les membres du comité de direction forment un collège. Ils peuvent se répartir les tâches.

§ 2. Le comité de direction dresse un règlement d'ordre intérieur, qui explicite le cadre régissant son fonctionnement. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

### Pouvoirs

Art. 15. § 1<sup>er</sup>. Le comité de direction est chargé de la gestion journalière et de la représentation en ce qui concerne cette gestion, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration.

§ 2. A l'exception des compétences qui lui sont réservées par la loi ou par le conseil d'administration, le comité de direction peut déléguer certaines de ses compétences à un ou plusieurs de ses membres ou à des membres du personnel. Il peut en autoriser la subdélégation.

Les délégations accordées par le comité de direction en vertu de la présente disposition sont, sous peine de nullité, portées à la connaissance du conseil d'administration.

## CHAPITRE 3. — Représentation et engagement

Art. 16. La Société est valablement représentée dans ses actes, y compris la représentation en justice, par l'administrateur délégué et le directeur général, désigné à cette fin par le conseil d'administration, agissant conjointement.

§ 2. De raad van bestuur kan de in § 1 bedoelde bevoegdheden geheel of gedeeltelijk opdragen aan het directiecomité, met uitzondering van :

1° de goedkeuring van het beheerscontract, evenals van elke wijziging ervan;

2° het vaststellen van het ondernemingsplan en het algemeen beleid;

3° het toezicht op het directiecomité, inzonderheid wat de uitvoering van het beheerscontract betreft;

4° de andere bevoegdheden die door de titels I en V van de wet van 21 maart 1991 en door de Wetboek van Vennootschap uitdrukkelijk aan de raad van bestuur worden toegewezen.

Art. 12. De opdrachten voor de aanneming van werken, leveringen en diensten worden gegund bij of krachtens beslissing van de raad van bestuur van het overheidsbedrijf. De raad van bestuur duidt de opdrachten aan waarvan de gunning behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van het directiecomité alsmede de opdrachten waarvoor de beslissing door het comité mag worden gesubdelegeerd.

## HOOFDSTUK 2. — Directiecomité

### Samenstelling

Art. 13. § 1. Het directiecomité van de NMBS is samengesteld uit de gedelegeerd bestuurder en de leden van het directiecomité. Het aantal leden van het directiecomité wordt bepaald door de raad van bestuur. Dit aantal mag de helft van het aantal leden van de raad van bestuur niet overtreffen. Het directiecomité wordt voorgezeten door de gedelegeerd bestuurder.

Het directiecomité telt evenveel Nederlands- als Franstaligen, de gedelegeerd-bestuurder eventueel uitgezonderd.

De gedelegeerd bestuurder van de NMBS behoort tot een andere taalrol dan deze waartoe de gedelegeerd bestuurder van Infrabel behoort.

§ 2. De gedelegeerd bestuurder wordt benoemd door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, voor een hernieuwbare termijn van zes jaar. Hij wordt ontslagen door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

§ 3. De raad van bestuur benoemt de leden van het directiecomité, op voorstel van de gedelegeerd bestuurder en na het advies te hebben ingewonnen van het benoemings- en bezoldigingscomité. Zij worden afgezet door de raad van bestuur. Zij mogen niet de hoedanigheid van bestuurder van de NMBS hebben.

Alle leden van het directiecomité vervullen een voltijdse functie binnen de NMBS of in het kader van de vertegenwoordiging van de NMBS.

§ 4. Met uitzondering van de gedelegeerd bestuurder, verliezen de leden van het directiecomité hun mandaat van rechtswege op de leeftijd van vijftien jaar.

### Werking

Art. 14. § 1. De leden van het directiecomité vormen een college. Zij kunnen de taken onder elkaar verdelen.

§ 2. Het directiecomité stelt een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt. Het huishoudelijke reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur.

### Bevoegdheden

Art. 15. § 1. Het directiecomité is belast met het dagelijks bestuur en de vertegenwoordiging wat dat bestuur aangaat, alsmede met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

§ 2. Met uitzondering van de bevoegdheden die hem door de wet of door de raad van bestuur zijn toegekend, kan het directiecomité een aantal van zijn bevoegdheden delegeren aan één of meer van zijn leden of aan personeelsleden. Het kan de subdelegatie ervan toestaan.

De delegaties die krachtens onderhavige bepaling door het directiecomité worden toegekend, worden op straffe van nietigheid ter kennis van de raad van bestuur gebracht.

## HOOFDSTUK 3. — Vertegenwoordiging en verbintenissen

Art. 16. De algemeen directeur, die daartoe werd aangesteld door de raad van bestuur, en de gedelegeerd bestuurder vertegenwoordigen gezamenlijk de onderneming in al haar handelingen, met inbegrip van de vertegenwoordiging in rechte.

Tous les actes de gestion ou qui engagent la société sont signés conjointement par l'administrateur délégué et le directeur général désigné à cette fin par le conseil d'administration. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les actes dont le mode d'approbation déroge à cet article.

L'administrateur délégué appartient à un rôle linguistique différent de ce directeur général.

#### CHAPITRE 4. — *Comités*

##### Section 1<sup>re</sup>. — Comité d'audit

##### Composition et Fonctionnement

Art. 17. § 1<sup>er</sup>. Le comité d'audit est composé de quatre administrateurs, à l'exclusion de l'administrateur délégué. Le conseil d'administration nomme les membres du comité d'audit. Ce comité peut inviter à ses réunions l'administrateur délégué qui y siège avec voix consultative.

Le comité d'audit compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise.

§ 2. Le commissaire du gouvernement participe avec voix consultative aux réunions du comité d'audit. L'assemblée générale peut désigner sur proposition du conseil d'administration, un auditeur extérieur afin qu'il participe également avec voix consultative aux réunions de ce comité.

§ 3. Le comité d'audit dresse un règlement d'ordre intérieur, qui explicite le cadre régissant son fonctionnement. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

##### Pouvoirs

Art. 18. Le comité d'audit assume les tâches que lui confie le conseil d'administration. En outre, il a pour mission d'assister le conseil d'administration par l'examen d'informations financières, notamment les comptes annuels, le rapport de gestion et les rapports intermédiaires. Il s'assure également de la fiabilité et de l'intégrité des rapports financiers en matière de gestion des risques.

Au moins quatorze jours avant la réunion au cours de laquelle il établit les comptes annuels, le conseil d'administration demande l'avis du comité d'audit à propos de ces comptes.

##### Section 2. — Comité de nominations et de rémunération

##### Composition et fonctionnement

Art. 19. § 1<sup>er</sup>. Le comité de nominations et de rémunération est composé de quatre administrateurs, dont le président du conseil d'administration qui le préside et l'administrateur délégué. Le conseil d'administration nomme les membres du comité de nominations et de rémunération.

Le comité de nominations et de rémunération compte autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise.

§ 2. Le comité de nominations et de rémunération dresse un règlement d'ordre intérieur, qui explicite le cadre régissant son fonctionnement. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

##### Pouvoirs

Art. 20. § 1<sup>er</sup>. Le comité de nominations et de rémunération rend un avis sur les candidatures proposées par l'administrateur délégué en vue de la nomination des membres du comité de direction.

Le conseil d'administration détermine, sur proposition du comité de nominations et de rémunération, la rémunération et les avantages accordés aux membres du comité de direction et aux cadres supérieurs. Il suit ces questions de manière continue.

L'assemblée générale détermine la rémunération des membres du conseil d'administration sur proposition du comité de nominations et de rémunération.

§ 2. Le comité établit annuellement un rapport relatif aux rémunérations qui sera inséré dans le rapport de gestion.

##### Section 3. — Comité d'orientation

##### Composition

Art. 21. Le comité d'orientation est composé :

1° de six représentants de la SNCB désignés par le Conseil d'Administration;

Alle akten van beheer of akten die de onderneming verbinden, worden gezamenlijk ondertekend door de gedelegeerd bestuurder en een algemeen directeur die daartoe werd aangesteld door de raad van bestuur. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de akten waarvan de goedkeuringswijze afwijkt van dit artikel.

De gedelegeerd bestuurder behoort tot een andere taalrol dan deze algemeen directeur.

#### HOOFDSTUK 4. — *Comités*

##### Afdeling 1. — Auditcomité

##### Samenstelling en werking

Art. 17. § 1. Het auditcomité bestaat uit vier bestuurders, anderen dan de gedelegeerd bestuurder. De raad van bestuur benoemt de leden van het auditcomité. Dit comité mag de gedelegeerd bestuurder uitnodigen op zijn vergaderingen, die er zetelt met raadgevende stem.

Het auditcomité telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

§ 2. De regeringscommissaris neemt met raadgevende stem deel aan de vergadering van het auditcomité. De algemene vergadering kan, op voorstel van de raad van bestuur, een extern auditeur aanduiden opdat hij eveneens met raadgevende stem zou deelnemen aan de vergaderingen van dit comité.

§ 3. Het auditcomité stelt een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt. Het huishoudelijke reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur.

##### Bevoegdheden

Art. 18. Het auditcomité voert de taken uit die de raad van bestuur eraan toevertrouwt. Bovendien heeft het de opdracht om de raad van bestuur bij te staan via het onderzoek van financiële informatie, met name de jaarrekeningen, het jaarverslag en de tussentijdse verslagen. Het auditcomité staat ook in voor de betrouwbaarheid en de integriteit van de financiële verslagen inzake risicobeheer.

Ten minste veertien dagen vóór de vergadering tijdens dewelke de raad van bestuur de jaarrekeningen opstelt, vraagt hij het advies van het auditcomité over deze rekeningen.

##### Afdeling 2. — Benoemings- en bezoldigingscomité

##### Samenstelling en werking

Art. 19. § 1. Het benoemings- en bezoldigingscomité bestaat uit vier bestuurders, waaronder de voorzitter van de raad van bestuur die het comité voorziet, en de gedelegeerd bestuurder. De raad van bestuur benoemt de leden van benoemings- en bezoldigingscomité.

Het benoemings- en bezoldigingscomité telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

§ 2. Het benoemings- en bezoldigingscomité stelt een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt. Het huishoudelijke reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur.

##### Bevoegdheden

Art. 20. § 1. Het benoemings- en bezoldigingscomité brengt een advies uit over de kandidaturen die door de gedelegeerd bestuurder worden voorgesteld met het oog op de benoeming van de leden van het directiecomité.

De raad van bestuur bepaalt, op voorstel van het benoemings- en bezoldigingscomité, de bezoldiging en de voordelen die worden toegekend aan de leden van het directiecomité en aan de hogere kaderleden. De raad volgt deze kwesties op de voet.

De algemene vergadering stelt de bezoldiging vast van de leden van de raad van bestuur op voorstel van het benoemings- en bezoldigingscomité.

§ 2. Het Comité stelt daarnaast jaarlijks een verslag op betreffende de bezoldigingen dat in het beheersverslag zal worden ingevoegd.

##### Afdeling 3. — Oriënteringscomité

##### Samenstelling

Art. 21. Het oriënteringscomité is samengesteld uit:

1° zes vertegenwoordigers van de NMBS aangeduid door de raad van bestuur;

2° de six représentants des sociétés régionales de transport, nommés selon les modalités fixées dans un accord de coopération avec les Régions.

### Compétences

Art. 22. Le comité d'orientation, de sa propre initiative ou à la demande du conseil d'administration, rend des avis au sujet de toute mesure susceptible d'influencer la coopération avec les sociétés régionales de transport. Si le conseil d'administration souhaite s'écarter de l'avis du comité, il motive sa position.

#### Section 4. — Comité d'Orientation RER

### Composition

Art. 23. Le comité d'orientation RER est composé de six administrateurs, en ce compris l'administrateur délégué qui le préside. Le Conseil d'Administration nomme les membres du comité d'orientation RER, dont les trois administrateurs qui sont nommés sur proposition des régions.

Le comité d'orientation RER compte autant de membre d'expression française que d'expression néerlandaise.

Le comité d'orientation RER invite le dirigeant du service RER à ses réunions. Cette personne y siège avec voix consultative.

### Compétence

Art. 24. § 1<sup>er</sup>. Le comité d'orientation RER établit une proposition de plan quinquennal relative à l'exploitation du RER. Cette proposition comprend, en tout cas, les éléments suivants :

1° une évaluation de la situation actuelle en matière d'exploitation du RER;

2° les objectifs stratégiques et opérationnels relatifs à l'exploitation du RER avec un plan d'action comprenant la planification des actions à entreprendre, leur impact budgétaire, le personnel nécessaire et le timing pour leur réalisation pour les cinq prochaines années;

3° la planification détaillée, pour les cinq prochaines années, des actions à entreprendre en matière d'exploitation du RER;

4° une explication détaillée des moyens financiers, des besoins en personnel et des délais projetés, requis pour chacune des actions visées au 3°.

§ 2. Le Comité d'orientation RER soumet la proposition de plan quinquennal, au plus tard trois mois avant l'expiration du plan quinquennal précédent, à l'approbation du conseil d'administration.

Le Comité d'orientation RER peut adapter la proposition de plan quinquennal, le cas échéant, aux observations que le conseil d'administration formule à propos de cette proposition.

Le conseil d'administration se prononce sur la proposition de plan quinquennal en tout cas dans les trois mois de la réception de la proposition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le comité d'orientation RER rend chaque année un rapport au conseil d'administration sur la mise en oeuvre du plan quinquennal, visé au § 1<sup>er</sup>, et formule des recommandations sur ladite mise en oeuvre.

Le cas échéant, le conseil d'administration informe le comité d'orientation RER, par écrit, de la suite donnée aux recommandations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. De sa propre initiative ou à la demande du conseil d'administration, le comité d'orientation RER rend au conseil d'administration un avis préalable sur toute décision ou toute proposition de décision relative à l'exploitation du RER. À cette fin, les propositions de décision sont communiquées à temps au comité d'orientation RER. Si le conseil d'administration s'écarte de cet avis, il motive sa décision.

### Fonctionnement

Art. 25. Le comité d'orientation RER dresse un règlement d'ordre intérieur, qui explicite le cadre régissant son fonctionnement. Le règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

#### TITRE IV. — Assemblée générale

Art. 26. Les actionnaires ont droit à une voix par action ordinaire.

Les détenteurs des actions de jouissance visées à l'article 7 ont droit à une voix pour dix actions.

Art. 27. L'assemblée générale peut valablement délibérer lorsque plus de la moitié du capital social représenté par des actions ordinaires ou de jouissance avec droit de vote et, dans les cas visés à l'article 481

2° zes vertegenwoordigers, leden van de gewestelijke vervoermaatschappijen, die worden benoemd volgens de modaliteiten bepaald in een samenwerkingsakkoord met de Gewesten.

### Bevoegheden

Art. 22. Het oriënteringscomité geeft, op eigen initiatief of op verzoek van de raad van bestuur, advies over elke maatregel die de samenwerking met de gewestelijke vervoermaatschappijen kan beïnvloeden. Indien de raad van bestuur wenst af te wijken van het advies van het comité, motiveert het zijn standpunt.

#### Afdeling 4. — GEN Oriëntatiecomité

### Samenstelling

Art. 23. Het GEN-oriëntatiecomité is samengesteld uit zes bestuurders, met inbegrip van de gedelegeerd bestuurder die het voorziet. De raad van bestuur benoemt de leden van het GEN-oriëntatiecomité waarvan de drie bestuurders die benoemd zijn op voorstel van de Gewesten.

Het GEN-oriëntatiecomité telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden.

Het GEN-oriëntatiecomité nodigt de leider van de GEN-dienst uit op zijn vergaderingen. Deze persoon heeft er zitting met raadgevende stem.

### Bevoegdheden

Art. 24. § 1. Het GEN-oriëntatiecomité stelt een voorstel voor een vijfjarenplan betreffende de exploitatie van het GEN op. Dit voorstel bevat ten minste de volgende onderdelen:

1° een evaluatie van de actuele stand van de exploitatie van het GEN;

2° de strategische en operationele doelstellingen met een actieplan dat de planning bevat van de te ondernemen acties en het detail van de middelen inzake budget, personeel en timing voor elk van de acties voor de volgende vijf jaren betreffende de exploitatie van het GEN;

3° een gedetailleerde planning voor de volgende vijf jaren van de inzake de exploitatie van het GEN te ondernemen acties;

4° een gedetailleerde uiteenzetting van de geprojecteerde financiële middelen, personeelsbehoeften en termijnen vereist voor elk van de acties bedoeld in 3°.

§ 2. Het GEN-Oriëntatiecomité legt het voorstel voor een vijfjarenplan uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van het vorige vijfjarenplan ter goedkeuring voor aan de raad van bestuur.

Het GEN-oriëntatiecomité kan het voorstel voor een vijfjarenplan in voorkomend geval aanpassen aan de opmerkingen die de raad van bestuur over het voorstel maakt.

De raad van bestuur beslist over het voorstel voor een vijfjarenplan in elk geval binnen drie maanden na ontvangst van het in het eerste lid bedoelde voorstel.

§ 3. Het GEN-oriëntatiecomité brengt jaarlijks verslag uit aan de raad van bestuur over de uitvoering van het vijfjarenplan, bedoeld in § 1, en formuleert over die uitvoering aanbevelingen.

In voorkomend geval informeert de raad van bestuur het GEN-oriëntatiecomité schriftelijk over het gevolg dat aan de aanbevelingen bedoeld in lid 1 wordt gegeven.

§ 4. Op eigen initiatief of op verzoek van de raad van bestuur verleent het GEN-oriëntatiecomité aan de raad van bestuur voorafgaand advies over elke beslissing of elk voorstel voor een beslissing inzake de exploitatie van het GEN. Daartoe worden deze voorstellen voor een beslissing tijdig aan het GEN-oriëntatiecomité meegedeeld. Indien de raad van bestuur van dit advies afwijkt, dient hij zijn beslissing te motiveren.

### Werking

Art. 25. Het GEN-oriëntatiecomité stelt een huishoudelijk reglement op, dat uitdrukkelijk het kader formuleert dat zijn werking regelt. Het huishoudelijke reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de raad van bestuur.

#### TITEL IV. — Algemene vergadering

Art. 26. De aandeelhouders hebben recht op één stem per aandeel.

De houders van bewijzen van deelgerechtigdheid hebben recht op één stem per tien bewijzen dbedoeld in artikel 7.

Art. 27. De algemene vergadering kan geldige besluiten nemen wanneer meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigd door aandelen en bewijzen van deelgerechtigdheid met

du Code des sociétés, par toutes les actions et ordinaires et de jouissance, y est représentée.

Elle ne peut délibérer que sur des objets portés à l'ordre du jour.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

Art. 28. Les assemblées générales se tiennent dans une commune de la Région de Bruxelles-Capitale, au lieu fixé par les avis de convocation.

Art. 29. Une assemblée générale est tenue chaque année, le dernier jour ouvrable du mois de mai de l'année qui suit l'exercice concerné.

Le conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales spéciales ou extraordinaires. Il doit les convoquer à la demande du collègue des commissaires ou à la demande des actionnaires ou des détenteurs des actions de jouissance représentant un cinquième au moins du nombre des actions, respectivement, ordinaires ou de jouissance.

Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par annonces insérées :

a) quinze jours au moins avant l'assemblée, dans le *Moniteur belge* ;

b) sauf pour les assemblées générales annuelles reprises au 1<sup>er</sup> alinéa, dont l'ordre du jour se limite à l'examen des comptes annuels, du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport des commissaires et au vote sur la décharge des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires, quinze jours avant l'assemblée, dans un organe de presse francophone de diffusion nationale, spécialisé en finances, et dans un organe de presse néerlandophone de diffusion nationale, spécialisé en finances.

Ces convocations sont communiquées, quinze jours avant l'assemblée, aux titulaires de titres nominatifs; cette communication se fait par lettre ordinaire sauf si les destinataires ont individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Tout actionnaire et détenteur d'action de jouissance sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué ou ayant renoncé à la convocation, s'il est présent ou représenté à l'assemblée.

Art. 30. Pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale, les actionnaires et les détenteurs d'actions de jouissance sont tenus de communiquer à la Société, au plus tard six jours ouvrables avant l'Assemblée, le nombre d'actions ordinaires et d'actions de jouissance avec lequel ils souhaitent participer à l'Assemblée Générale.

Art. 31. L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le bureau de l'assemblée est composé des membres présents du conseil d'administration.

Art. 32. Les procès-verbaux de l'assemblée sont signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par un administrateur.

Art. 33. Si une assemblée ne peut valablement délibérer, une nouvelle assemblée, ayant les mêmes objets portés à son ordre du jour, est convoquée dans un délai de huit jours. Elle délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représenté.

#### TITRE V. — Contrôle

##### Contrôle de la situation financière

Art. 34. Le contrôle de la Société est organisé conformément à l'article 25 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans.

##### Tutelle administrative

Art. 35. La SNCB est soumise au pouvoir de contrôle du ministre des entreprises publiques. Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement conformément à l'article 162*nonies* de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

stemrecht en, in de gevallen bedoeld in artikel 481 van het Wetboek van vennootschappen, door alle aandelen en bewijzen van deelgerechtigdheid aanwezig of vertegenwoordigd is.

Zij mag slechts besluiten nemen over de op de agenda gebrachte onderwerpen.

De besluiten worden bij meerderheid van stemmen genomen.

Art. 28. De algemene vergaderingen worden in een van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op de door de oproepingsberichten vastgestelde plaats gehouden.

Art. 29. Er wordt elk jaar, op de laatste werkdag van de maand mei van het jaar dat volgt op het betrokken boekjaar, een algemene vergadering gehouden.

De raad van bestuur mag bijzondere en buitengewone algemene vergaderingen samenroepen. Hij moet ze samenroepen op verzoek van het college van commissarissen of van aandeelhouders of houders van bewijzen van deelgerechtigdheid die ten minste één vijfde van het aantal de aandelen respectievelijk bewijzen van deelgerechtigdheid vertegenwoordigen.

De oproepingen tot een algemene vergadering vermelden de agenda en zij worden gedaan door middel van een aankondiging die wordt geplaatst :

a) ten minste vijftien dagen voor de vergadering, in het *Belgisch Staatsblad*;

b) behalve voor jaarvergaderingen bedoeld in de eerste alinea, en waarvan de agenda zich beperkt tot de behandeling van de jaarrekening, het jaarverslag en, in voorkomend geval, het verslag van de commissarissen en de stemming over de kwijting te verlenen aan de bestuurders en, in voorkomend geval, de commissarissen, ten minste vijftien dagen voor de vergadering, in een nationaal verspreid Franstalig blad, gespecialiseerd in financiën, en in een nationaal verspreid Nederlandstalig blad, gespecialiseerd in financiën.

De oproepingen worden, aan de houders van effecten op naam, vijftien dagen voor de vergadering meegedeeld. Deze mededeling geschiedt door middel van een gewone brief tenzij de bestemmelingen individueel, uitdrukkelijk en schriftelijk hebben ingestemd om de oproeping via een ander communicatiemiddel te ontvangen. Van de vervulling van deze formaliteit behoeft geen bewijs te worden overgelegd.

Elke aandeelhouder en houder van een bewijs van deelgerechtigdheid zal in ieder geval geacht worden om regelmatig te zijn opgeroepen of te hebben verzaakt van de oproeping indien hij op de algemene vergadering aanwezig is of vertegenwoordigd.

Art. 30. Om de algemene vergadering te mogen bijwonen moeten de aandeelhouders en de houders van bewijzen van deelgerechtigdheid aan de Maatschappij uiterlijk zes werkdagen vóór de vergadering laten weten met hoeveel aandelen of bewijzen van deelgerechtigdheid zij wensen deel te nemen aan de algemene vergadering.

Art. 31. De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of in zijn afwezigheid door de oudste bestuurder.

Het bureau van de vergadering bestaat uit de aanwezige leden van de raad van bestuur.

Art. 32. De notulen van de vergadering worden ondertekend door de leden van het bureau. De in rechtszaken of elders over te leggen afschriften of uittreksels worden door een bestuurder ondertekend.

Art. 33. Indien de vergadering geen geldige besluiten kan nemen, wordt er binnen een termijn van acht dagen een nieuwe vergadering met dezelfde agendapunten bijeengeroepen. Zij zal dan geldige besluiten nemen, welke ook het aandeel van het vertegenwoordigde kapitaal zij.

#### TITEL V. — Controle

##### Contrôle op de financiële toestand

Art. 34. De controle op de Maatschappij is georganiseerd overeenkomstig artikel 25 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. De commissarissen worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van drie jaar.

##### Bestuurlijk toezicht

Art. 35. Conform artikel 162*nonies* van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven staat NMBS onder de controlebevoegdheid van de minister bevoegd voor de overheidsbedrijven. Deze controle gebeurt door bemiddeling van een Regeringscommissaris.

**TITRE VI. — Répartition des bénéfices**

Art. 36. Sans préjudice de l'article 7 et après le prélèvement visé à l'article 616 du Code des sociétés, l'assemblée générale fixe la répartition du bénéfice net de chaque exercice.

Le conseil d'administration peut distribuer des acomptes sur dividende.

**TITRE VIII. — Modification des statuts**

Art. 37. Une modification aux statuts ne produit ses effets qu'après approbation par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 avril 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Mobilité,  
chargée de Belgocontrol  
et de la Société Nationale des Chemins de fer belges,  
Mme J. GALANT

**TITEL VI. — Verdeling van de winst**

Art. 36. Onverminderd artikel 7 van de onderhavige statuten en na de afnemering bedoeld in artikel 616 van het Wetboek van vennootschappen, stelt de algemene vergadering de verdeling van de netto winst van elk boekjaar vast.

De raad van bestuur kan interimdividenden uitkeren.

**TITEL VII. — Wijziging van de statuten**

Art. 37. Een statutenwijziging heeft slechts uitwerking na haar goedkeuring door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 28 april 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Mobiliteit,  
belast met Belgocontrol  
en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen,  
Mevr. J. GALANT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS**

[C – 2015/14144]

28 AVRIL 2015. — Arrêté royal approuvant les modifications apportées aux statuts de Infrabel, société anonyme de droit public

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 41, § 4;

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 2004 établissant les statuts de la société de droit public Infrabel;

Vu l'expédition du procès-verbal authentique du 21 mai 2014, dressé par Damien Hissette, notaire résident à Bruxelles, des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire d'Infrabel du 21 mai 2014, modifiant les statuts de celle-ci;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 avril 2015;

Sur la proposition de notre ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société Nationale des Chemins de fer belges et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les modifications aux statuts, en suite des décisions prises le 21 mai 2014 par l'assemblée générale extraordinaire d'Infrabel, société anonyme de droit public, et dont le texte coordonné est annexé au présent arrêté, sont approuvées.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société Nationale des Chemins de fer belges est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles le 28 avril 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La ministre de la Mobilité,  
chargée de Belgocontrol  
et de la Société Nationale des Chemins de fer belges,  
Mme J. GALANT

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER**

[C – 2015/14144]

28 APRIL 2015. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van wijzigingen aan de statuten van Infrabel, naamloze vennootschap van publiek recht

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 41, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 2004 houdende vaststelling van de statuten van de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel;

Gelet op de uitgifte van de notulen in authentieke vorm van 21 mei 2014, opgemaakt door Damien Hissette, notaris met standplaats te Brussel, van de besluiten van de buitengewone algemene vergadering van Infrabel op 21 mei 2014 houdende wijziging van de statuten van deze vennootschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 april 2015;

Op de voordracht van onze minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De wijziging aan de statuten, ingevolge de op 21 mei 2014 door de buitengewone algemene vergadering van Infrabel, naamloze vennootschap van publiek recht, genomen beslissingen en waarvan de gecoördineerd tekst bij dit besluit is gevoegd, worden goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Staatsblad wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** Onze Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel op 28 april 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Mobiliteit,  
belast met Belgocontrol  
en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen,  
Mevr. J. GALANT